



Les grands titres:

- Lutte contre la désertification : l'ONU appelle à remettre en état des millions d'hectares de sols dégradés
- Syrie : des convois humanitaires ont pu atteindre 87.000 personnes dans des zones assiégées ces derniers jours, selon l'ONU
- Centrafrique : la MINUSCA condamne une flambée de violence dans l'ouest du pays
- Zika : l'OMS présente un plan d'intervention révisé, axé sur la prévention et la gestion des complications
- Burundi : des experts de l'ONU appellent à des mesures concrètes pour mettre fin à la crise
- Des experts de l'ONU dénoncent l'instrumentalisation du corps des femmes
- L'ONU inquiète de l'intensification de l'islamophobie et de l'homophobie suite au massacre d'Orlando
- Fièvre jaune : l'OMS envisage une stratégie en cas de pénurie de vaccins

Lutte contre la désertification : l'ONU appelle à remettre en état des millions d'hectares de sols dégradés



Un baobab dans un paysage aride dégradé d'une province à l'est du Kenya.
Photo : Banque mondiale / Flore de Preneuf

17 juin - A l'occasion de la Journée mondiale de la lutte contre la désertification et la sécheresse, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé vendredi à remettre en état des millions d'hectares de terres dégradées et devenues inexploitable.

« La désertification, la dégradation des terres, la sécheresse et les changements climatiques sont étroitement liés. Conséquences de la dégradation des terres et des changements climatiques, la gravité et la fréquence des sécheresses se sont accentuées, tout comme les inondations et les températures extrêmes. Plus de 50% des terres agricoles sont modérément ou fortement dégradées, et 12 millions d'hectares sont inexploitable chaque année », a dit M. Ban dans un message.

« Ce sont les moyens de subsistance et le bien-être de centaines de millions de personnes qui sont en jeu. La dégradation des terres, le déclin de la fertilité des sols, l'utilisation irraisonnée de l'eau, la sécheresse et l'appauvrissement de la biodiversité sont directement responsables de la sous-alimentation chronique de près de 800 millions de personnes. Au cours des 25 prochaines années, la dégradation des terres pourrait aller jusqu'à faire baisser la productivité alimentaire mondiale de 12%, ce qui causerait une augmentation de 30% des prix alimentaires mondiaux », a-t-il ajouté.

La Journée a pour thème cette année « Protéger la planète. Remettre en état les sols. Mobiliser les populations ».

Selon le Secrétaire général, faute de solution à long terme, la désertification et la dégradation des terres n'auront pas seulement une incidence sur les disponibilités alimentaires; elles mèneront aussi à une augmentation des migrations et constitueront une menace à la stabilité de nombreuses nations et régions. C'est pourquoi les dirigeants mondiaux ont fait figurer la neutralité en termes de dégradation des terres parmi les objectifs de développement durable. Cela implique de remettre en état au moins 12 millions d'hectares de terres dégradées par an.



M. Ban estime que l'agriculture climatiquement rationnelle et durable aura un rôle important à jouer. « En plus de contribuer à rendre les communautés plus résistantes aux changements climatiques, elle aidera à l'atténuation de ces derniers en absorbant du carbone de l'atmosphère pour le réintroduire dans le sol. De plus, le passage à l'agriculture durable réduira la pauvreté et créera des emplois, en particulier pour les plus pauvres du monde. Environ 200 millions d'emplois pourraient ainsi être créés dans tout le système de production alimentaire d'ici à 2050 », a-t-il noté.

Dans ce contexte, le Secrétaire général a encouragé vivement tous les acteurs « à unir leurs efforts afin de contribuer à faire de la neutralité en termes de dégradation des terres une réalité dans le cadre d'une entreprise plus vaste visant à atteindre les objectifs de développement durable et à construire un avenir où la dignité et l'égalité des chances seront garanties à tous ».

Syrie : des convois humanitaires ont pu atteindre 87.000 personnes dans des zones assiégées ces derniers jours, selon l'ONU



Des sacs de farine de blé déchargés à Hammourieh, l'une des quatre zones de Kafr Batna atteintes par un convoi de l'ONU et du Croissant-Rouge arabe syrien (archive). Photo : OCHA / Ghalia Seifo

17 juin - Au cours des deux derniers jours, des convois humanitaires ont apporté une aide à des dizaines de milliers de personnes dans plusieurs zones assiégées en Syrie, a indiqué vendredi le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

Environ 50.000 personnes ont ainsi reçu de l'aide à Afrin, dans le nord du pays, et environ 37.500 habitants d'Al-Waer, près de Homs, ont également reçu une assistance, a précisé OCHA dans un communiqué de presse.

Un second convoi destiné à Al-Waer attend l'accord du gouvernement syrien pour distribuer de l'aide au reste de la population de 75.000 habitants dans les prochains jours.

Les convois transportaient notamment de l'insuline, des trousseaux de santé d'urgence, des médicaments pour les maladies non transmissibles et des matériaux pour les dialyses, ainsi que de la nourriture et des fournitures scolaires, a indiqué OCHA.

Le 9 juin, un convoi alimentaire pour Darayya a apporté de la nourriture destinée à 2.400 personnes. Cette assistance permettra de nourrir les bénéficiaires pendant environ un mois.

A Genève, le porte-parole d'OCHA Jens Laerke, a déclaré aux journalistes lors d'une conférence de presse qu'un troisième convoi prévu pour Kafr-Batna n'avait pas pu partir en raison de complications logistiques de dernière minute et que le départ était reporté de quelques jours.

M. Laerke a ajouté que l'ONU demandait la permission de revenir à Darayya, et d'être autorisée à se rendre dans toutes les zones assiégées en Syrie.

Centrafrique : la MINUSCA condamne une flambée de violence dans l'ouest du pays



La Mission de l'ONU en République centrafricaine (MINUSCA) et la police nationale lors d'une opération conjointe à Bangui en 2015. Photo MINUSCA/Nektarios Markogiannis

17 juin - La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) s'est dit vendredi fortement préoccupée par l'escalade de la violence constatée depuis le 10 juin 2016 à Ngaoundaye, dans l'ouest du pays.

« Une suite d'attaques et de représailles entre les groupes d'auto-défense soutenus par les Anti-balaka et les éleveurs transhumants soutenus par les ex-Seleka a gravement détérioré la situation sécuritaire », a noté la Mission dans un communiqué de presse.

Les combats ont occasionné un déplacement important de population civile. Un certain nombre a également trouvé refuge à la paroisse de Ngaoundaye et d'autres ont regagné le Cameroun. Des maisons ont été brûlées et des biens saccagés.

La MINUSCA a condamné « dans les termes les plus fermes cette flambée violence dont l'impact est dévastateur sur les civils ».

Elle a appelé les groupes armés et les mouvements qui leurs sont affiliés à mettre l'intérêt des civils au-dessus de toute autre considération. La MINUSCA a réitéré sa disponibilité, en collaboration avec le gouvernement centrafricain et les acteurs impliqués dans ces incidents, à trouver une solution à cette crise liée au problème majeur de la transhumance.

En réponse à l'escalade de la violence, la force de la MINUSCA s'est interposée entre les belligérants. Le dispositif sécuritaire a été renforcé à Ngaoundaye et dans ses environs. La MINUSCA planifie d'envoyer davantage de renforts dans la zone affectée, notamment aux frontières avec le Tchad et le Cameroun.

La Mission a réaffirmé « sa détermination à faire régner la stabilité et la sécurité en Centrafrique et à protéger la liberté de mouvement des communautés ». Elle a ajouté qu'elle restait disposée à apporter « tout l'appui nécessaire afin de mener des enquêtes visant à identifier les instigateurs des troubles qui devront répondre de leurs actes devant la justice ».

Le Coordonnateur de l'action humanitaire par intérim, Michel Yao, et toute la communauté humanitaire en République centrafricaine ont également condamné la recrudescence de violence contre la population civile à Ngaoundaye. Ils ont appelé toutes les parties à respecter le droit international humanitaire, à protéger les civils et à veiller à ce que ces derniers puissent se relocaliser sans danger vers les zones où leur sécurité est assurée.

Cette nouvelle spirale de violence a probablement causé des besoins humanitaires supplémentaires et l'insécurité grandissante rend le travail des acteurs humanitaires encore plus difficile. En dépit des nombreux défis, les travailleurs humanitaires se sont engagés à fournir une assistance d'urgence à tous ceux qui sont dans le besoin, a précisé le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

« Il est obligatoire que les lois et les conventions internationales soient respectées et que toutes les parties prennent des mesures immédiates et s'engagent à respecter l'espace humanitaire et garantir les droits de la population civile de la RCA. Nous devons mettre fin à toute ces souffrances qui sont inacceptables, » a déclaré Michel Yao.

L'accès humanitaire en République centrafricaine continue d'être entravé par la persistance de l'insécurité et des attaques violentes. En mai 2016, 49 incidents d'accès ont été enregistrés et un sur quatre visait des travailleurs humanitaires. Le nombre des incidents en avril était de 41. L'augmentation du nombre d'incidents contre les organisations humanitaires a entraîné la suspension d'activités dans certaines régions du pays.

Zika : l'OMS présente un plan d'intervention révisé, axé sur la prévention et la gestion des complications



Des moustiques capturés dans un filet.
Photo AIEA/Dean Calma

17 juin - L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et ses partenaires ont rendu public vendredi leur plan d'intervention stratégique révisé pour lutter contre le virus Zika, qui mettra davantage l'accent sur la prévention et la gestion des complications médicales causées par le virus.

Dans un communiqué de presse, l'OMS a estimé que 121,9 millions de dollars sont à ce jour nécessaires pour mettre en œuvre efficacement ce plan, entre juillet 2016 et décembre 2017.

« Le plan d'intervention stratégique révisé pour lutter contre le Zika met plus l'accent sur la prévention et la gestion des complications médicales causées par l'infection par le virus Zika, ainsi que l'expansion des capacités des systèmes de santé à cet effet », a déclaré l'OMS dans un communiqué de presse.

En termes de prévention, l'agence a insisté sur l'importance de communiquer efficacement sur les risques en ciblant les femmes enceintes, leurs partenaires, les ménages et les communautés, pour s'assurer qu'ils disposent de l'information nécessaire pour se protéger.

Les autres mesures préconisées par l'OMS comprennent notamment la gestion intégrée des vecteurs, des conseils de santé sexuelle et reproductive, et l'éducation sanitaire dans les pays concernés.

Le plan met par ailleurs en évidence plusieurs caractéristiques spécifiques de l'épidémie de Zika appelant à une réponse globale, y compris le potentiel de propagation internationale du virus, étant donnée la répartition étendue des moustiques *Aedes* capables de le transmettre ; l'absence d'immunité de la population dans les zones où le virus Zika se répand pour la première fois, ce qui permet à la maladie de se propager rapidement ; et l'absence de vaccins, traitements spécifiques et tests de diagnostic rapide, ainsi que les inégalités d'accès aux services d'assainissement et à l'information dans les zones touchées.

Plus tôt dans la semaine, l'OMS a par ailleurs annoncé dans un communiqué de presse que le risque de nouvelle propagation internationale du virus Zika suite aux Jeux olympiques et paralympiques au Brésil, pays dans lequel l'épidémie sévit actuellement, était très faible.

Selon les conclusions du Comité d'urgence de l'OMS sur le Zika, en effet, l'évènement aura lieu pendant l'hiver brésilien, au moment où l'intensité de la transmission autochtone des arbovirus, comme le virus de la dengue et le virus Zika, sera minimale. Dans la mesure où le Brésil intensifie les mesures de lutte antivectorielle dans les sites des Jeux et aux alentours, le risque de transmission sera encore plus faible, a indiqué le Comité d'urgence.

Le Comité a par ailleurs réitéré son avis selon lequel il ne doit y avoir aucune restriction générale imposée aux voyages et aux échanges commerciaux avec les pays, zones ou territoires où il y a une transmission du virus Zika, ce qui inclut les villes brésiliennes qui accueilleront les Jeux olympiques et paralympiques.

Burundi : des experts de l'ONU appellent à des mesures concrètes pour mettre fin à la crise



Une réfugiée du Burundi, Perrie, a fui son domicile avec ses trois enfants en décembre 2015, et a trouvé refuge dans le camp de Nduta, en Tanzanie. Photo HCR/Sebastian Rich

17 juin - A la fin de leur deuxième visite au Burundi, les trois experts en droits de l'homme de l'Enquête indépendante des Nations Unies sur le Burundi (EINUB) ont appelé à des mesures concrètes pour mettre fin à la crise dans le pays.

« L'un des développements les plus importants depuis le début de l'année a été la baisse significative du nombre d'exécutions. Cela est extrêmement apprécié et nous réitérons notre appel à toutes les parties de cesser l'utilisation de la violence comme instrument politique », a déclaré Christof Heyns, l'un des trois experts et chef de l'EINUB.

« Toutefois, ce calme relatif ne doit pas être confondu avec la stabilité à long terme. De graves préoccupations concernant les droits de l'homme subsistent et il n'y a aucun signe que les disparitions et la torture ont diminué », a déclaré une autre expert, Pablo de Greiff. « L'impunité pour les graves violations du passé et du présent demeure à l'ordre du jour ».

Les experts ont noté que beaucoup de prisonniers politiques demeurent en prison et qu'une nouvelle tendance consistant à procéder à des arrestations massives a vu le jour récemment, affectant surtout des gens ordinaires, y compris des enfants. « Dans plusieurs régions du pays, des écoliers ont été arrêtés ou suspendus de leurs établissements scolaires parce que leurs livres comportaient des gribouillis sur des photos du chef de l'Etat. Certains d'entre eux pourraient encourir des peines de 5 à 10 ans de prison. Nous allons suivre de près ces cas - ainsi que les actions qui seront prises par la Commission nationale des droits de l'homme à cet égard », a dit Christof Heyns.

Selon la troisième experte, Maya Sahli-Fadel, « il a été particulièrement déconcertant de voir l'état de désarroi de la société civile au Burundi, et le continuel rétrécissement de son espace de manœuvre ». « De nombreuses ONG restent suspendus et celles qui continuent de fonctionner fonctionnent dans un climat de peur et d'intimidation. J'étais particulièrement choquée par le fait que certains leaders que nous avons rencontré au cours de notre dernier visite en mars aient pris la fuite ou ont maintenant trop peur pour nous parler », a-t-elle ajouté.

Selon M. Heyns, « pour que le Burundi sort de la violence et le conflit, cela nécessite un dialogue inclusif réel qui adresse les causes profondes de la crise politique. Les pourparlers qui ont récemment commencé à Arusha et à Bruxelles sont une étape positive, mais devraient être élargis pour s'assurer que tous les acteurs de la crise y soient inclus ».

« Le vrai progrès dans le partage du pouvoir sera crucial pour parvenir à une paix durable », a-t-il ajouté. « Ce sont des observations préliminaires, et nous nous réjouissons de travailler davantage avec les autorités et la société burundaises pour faire avancer la cause des droits de l'homme ».

Au cours de leur mission, les experts ont rencontré des autorités nationales et d'autres acteurs politiques, des membres de la société civile, des victimes de violations des droits de l'homme, ainsi qu'avec des organisations humanitaires, y compris des organismes des Nations Unies et des partenaires internationaux et régionaux opérant au Burundi. Ils ont également visité la prison de Mpimba à Bujumbura.

L'EINUB est composée de Christof Heyns (Afrique du Sud), le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires; Maya Sahli-Fadel (Algérie), le Rapporteur spécial de l'Union africaine sur les réfugiés, les demandeurs d'asile, les migrants et les personnes déplacées; et Pablo de Greiff (Colombie), le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la promotion de la vérité, la justice, la réparation et des garanties de non-répétition.

L'enquête indépendante a récemment déployé des observateurs des droits de l'homme au Burundi, dans le but d'aider les trois Experts à recueillir des informations sur les violations et atteintes aux droits humains commises dans le pays depuis avril 2015. Ils doivent présenter leur rapport final au Conseil des droits de

l'homme en septembre 2016.

Des experts de l'ONU dénoncent l'instrumentalisation du corps des femmes



La chanteuse malienne Inna Modja chante lors d'une réunion à l'ONU consacrée à l'élimination des mutilations génitales féminines. Photo ONU/Manuel Elias

17 juin - Un nouveau rapport du Groupe de travail de l'ONU sur la discrimination à l'égard des femmes en droit comme en pratique, publié vendredi, appelle les gouvernements à prendre des mesures urgentes, immédiates et efficaces pour relever le défi mondial de la sauvegarde du droit des femmes à la santé, y compris leur santé sexuelle et reproductive.

Dans ce rapport, remis au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, les experts du Groupe de travail documentent la façon dont le corps des femmes est instrumentalisé à des fins politiques, culturelles, religieuses et économiques. Il souligne également que l'autonomisation des femmes est intrinsèquement liée à leur capacité à contrôler leur vie reproductive.

« L'instrumentalisation du corps des femmes est au cœur de la discrimination contre les femmes et les empêche d'atteindre le meilleur état de santé possible », a noté dans un communiqué de presse une experte des droits de l'homme, Frances Raday, qui dirige actuellement le Groupe de travail.

Le rapport entend par instrumentalisation l'assujettissement des fonctions biologiques naturelles des femmes à un programme patriarcal politisé.

« Comprendre et lutter contre l'instrumentalisation du corps des femmes et son impact négatif sur la santé des femmes est crucial pour qu'un changement se produise », a souligné l'experte.

L'étude constate des formes d'instrumentalisation dans toutes les régions du monde, mais aussi des tabous concernant la menstruation, l'allaitement et la ménopause, ainsi que des stéréotypes qui se traduisent par des pratiques néfastes telles que les mutilations génitales féminines, ou qui ont un impact négatif sur l'image que les femmes ont de leur corps et les conduisant à avoir recours à des procédures cosmétiques invasives.

« Dans certains pays, en raison de lois anti-avortement régressives, les femmes sont emprisonnées pour avoir fait une fausse couche », a notamment déploré l'experte. « Nous sommes particulièrement préoccupés par le recours à des sanctions pénales pour exercer un contrôle sur la prise de décisions des femmes concernant leur propre corps et leur vie », a-t-elle ajouté.

Mme Raday a aussi souligné que la criminalisation de l'avortement ne réduit pas le recours à cette pratique, comme le démontrent les études de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur la question, mais conduit en revanche à des pratiques d'avortement dangereuses pour la santé.

Quant à la criminalisation des prostituées et professionnelles du sexe, a poursuivi l'experte, cela les place dans une situation d'injustice, de vulnérabilité et de stigmatisation contraire au droit international des droits de l'homme.

« Ce dont elles ont besoin, c'est d'une garantie de leur droit d'accès aux services de santé sexuelle, à la protection contre la violence ou la discrimination, et à des opportunités économiques alternatives », a-t-elle précisé.

Mme Raday a par conséquent exhorté les gouvernements à respecter leurs engagements internationaux pris au cours des dernières décennies, y compris les objectifs de développement durable, afin de faire de l'égalité des sexes à la fois un objectif autonome et un critère d'intégration, notamment en matière de santé et de sécurité.

L'ONU inquiète de l'intensification de l'islamophobie et de l'homophobie suite au massacre d'Orlando



Le Conseiller spécial sur la prévention du génocide, Adama Dieng. Photo ONU/Amanda Voisard

17 juin - Le Conseiller spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la prévention du génocide, Adama Dieng, s'est dit vendredi préoccupé par l'intensification de l'islamophobie et de l'homophobie qui a suivi le massacre commis le 12 juin dans une boîte de nuit gay à Orlando, aux Etats-Unis, dans lequel 49 personnes ont été tuées et 53 autres blessées.

M. Dieng a exprimé ses plus sincères condoléances aux victimes de cette attaque qui a visé la communauté LGBT (lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres).

Le Conseiller spécial a noté que des messages au vitriol ont visé les musulmans, les immigrés et la communauté LGBT. « À un moment où il y a vraiment besoin de sympathie et de solidarité, j'ai été effaré par les efforts immédiats et honteux de certains dirigeants politiques et religieux pour manipuler et politiser les événements à Orlando afin d'alimenter la peur, l'intolérance et la haine », a-t-il ajouté dans un communiqué de presse.

« J'ai été particulièrement révolté d'entendre des chefs religieux se féliciter des meurtres de membres de la communauté LGBT », a dit M. Dieng en référence aux déclarations faites par des chefs religieux, notamment l'un d'entre eux qui a qualifié les personnes tuées à Orlando de 'pervers dégoûtants et de pédophiles' et qui a appelé les gouvernements à travers le monde 'à exécuter les personnes LGBT'.

« Les minorités religieuses et sexuelles sont victimes de discriminations, de violations des droits de l'homme et de violence à travers le monde, y compris dans les sociétés pacifiques et démocratiques », a ajouté M. Dieng. « Il est absolument inacceptable que des dirigeants influents, y compris des dirigeants politiques et religieux, diffusent ce genre de messages homophobes et islamophobes dangereux comme ceux que nous avons vus cette semaine ».

Le Conseiller spécial a souligné que la diffusion délibérée de fausses informations et la manipulation des craintes et des inquiétudes des gens pour un bénéfice politique ne peuvent que contribuer à la division et à la haine.

Il a rappelé aux dirigeants politiques et religieux que tout appel à la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence est interdit par la loi internationale des droits de l'homme ainsi que par les législations de nombreux pays.

M. Dieng a réitéré son appel aux dirigeants politiques et religieux à lutter contre les mensonges, les préjugés et les craintes, et à agir de façon responsable dans le cadre des lois nationales et internationales.

Fièvre jaune : l'OMS envisage une stratégie en cas de pénurie de vaccins



Une campagne de vaccination contre la fièvre jaune dans la province de Huambo, en Angola. Photo OMS/M. Marrengula

17 juin - En cas de pénurie mondiale de vaccins contre la fièvre jaune, des doses équivalentes à un cinquième des doses normales seraient suffisantes pour endiguer une épidémie, a déclaré vendredi l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

« Des experts sont tombés d'accord sur cette proposition lors d'une réunion organisée par l'OMS pour envisager des pénuries potentielles de vaccins contre la fièvre jaune, en raison des épidémies actuelles en Angola et en République démocratique du Congo », a indiqué l'agence dans un communiqué de presse.

Lors d'une réunion, le Groupe stratégique consultatif d'experts de l'OMS sur la vaccination

a passé en revue les preuves selon lesquelles l'utilisation d'un cinquième d'une dose de vaccin standard serait suffisante pour protéger contre la maladie pendant au moins 12 mois, voire beaucoup plus longtemps.

Cette approche, connue sous le nom de dose fractionnée, est considérée comme une mesure à court terme en cas d'urgence dans le contexte d'une pénurie de vaccin, a précisé l'agence.

« Cette approche n'est pas préconisée pour la vaccination de routine, car nous n'avons pas encore assez de données disponibles démontrant que des doses plus faibles fourniraient une protection permanente équivalent à celle d'une dose complète », a également nuancé l'OMS.

Le président du Groupe stratégique consultatif d'experts, Jon Abramson, a souligné que la flambée de fièvre jaune actuelle en Angola, en République démocratique du Congo et en Ouganda imposait des « exigences sans précédent » sur l'approvisionnement en vaccins pour les campagnes de vaccination d'urgence.

« Actuellement, nous avons suffisamment de vaccins dans le stock mondial pour faire face aux épidémies en cours, à condition qu'elles ne se propagent pas davantage », a ajouté M. Abramson.

Il a toutefois précisé qu'étant donné l'étendue de l'épidémie en Angola et les risques de propagation dans la capitale Kinshasa en République démocratique du Congo, l'OMS et ses partenaires envisageaient sérieusement l'utilisation de cette stratégie de dose fractionnée pour prévenir la transmission du virus grâce à des campagnes de vaccination à grande échelle.